

Bilan du secrétariat national jeunes des 21 et 22 janvier 2012

Une activité encore trop parasyndicale, mais des avancées programmatiques, qu'il s'agit maintenant de mettre en pratique

Rappel : Le secrétariat national jeune (SNJ) du NPA, élu à la dernière conférence nationale jeune (CNJ) de mai 2011, s'est réuni les 21 et 22 janvier 2012 à Paris. Les trois positions étaient représentées : la plateforme Z (63% du secteur jeune), qui regroupe les jeunes de la position 2 du parti, la plateforme X (35%) plus hétérogène, composée majoritairement de jeunes de la GA, mais aussi de camarades de la position 1 et 2, et la plateforme Y (3%) initiée par les jeunes de la Tendence Claire appartenant à la position 4 du NPA.



Les tensions au sein du NPA n'épargnent pas le secteur jeune

Plusieurs comités étaient absents, certains pour des raisons contingentes et d'autres pour des raisons politiques : C'est le cas du comité jeune de Clermont-Ferrand (PX/GA) qui s'en est expliqué dans une lettre ouverte adressée au Bureau de Secrétariat des jeunes (BSJ). Les camarades de la PX avaient proposé l'ajout à l'ordre du jour d'un point sur la campagne dette, car selon eux, cette campagne est centrale dans la situation actuelle. Ils ont vu dans le refus de cet ajout à l'ordre du jour le signe d'une divergence politique importante, doublée d'un manque de respect à leur égard. Le point campagne a été pour eux l'occasion d'une offensive contre la campagne Poutou.

Une activité encore trop dominée par l'intervention syndicale

Le tour des villes a permis de faire un état des lieux de l'activité des différents comités jeunes. La plupart préparent la campagne électorale avec les meetings qui ont un certain succès.

Mais les compte-rendus d'activité insistent beaucoup sur l'intervention syndicale étudiante. Les jeunes du NPA militent dans SUD, la FSE ou la TUUD (tendance minoritaire au sein de l'Unef).

Ont été évoqués les problèmes du versement des bourses, qui ont dominé la fin du semestre, et donné lieu localement à des assemblées générales sur l'autonomie des universités initiée par l'adoption et l'application de la LRU. La discussion semblait montrer que le syndicalisme structure souvent l'activité des comités. C'est selon nous une faiblesse qui dénote d'une dérive parasyndicaliste, qui s'exprime aussi sur d'autres questions. Nous ne devons pas nous contenter d'être d'excellents militants syndicaux, défendant avec fermeté les revendications quotidiennes des jeunes, mais nous devons avoir une intervention proprement politique, où l'on mette en évidence le lien entre ces revendications et la conquête du pouvoir par les travailleurs. Dans le même sens, nous devrions faire davantage d'activités idéologiques (conférences-débats sur des sujets politiques de fond historiques ou d'actualité), qui peut être pour de jeunes étudiants une autre façon de venir à la politique.

En outre, la discussion sur une politique syndicale mieux structurée n'a eu lieu ni en plénier, ni en commission. Or c'est un débat qu'il nous faut mener. Il nous semble par exemple que le militantisme dans l'Unef mène d'une part à une adaptation à l'appareil de cette organisation, mais surtout, qu'il s'agit là d'une énorme perte de temps, qui mène à servir de caution à l'Unef, alors que nous devrions la marginaliser en unifiant les syndicats étudiants de lutte. (*cf. nos articles précédents sur la question*).

Des activités en direction des quartiers populaires se développent dans plusieurs villes, en particulier à Clermont-Ferrand où le jeune Wissam est mort sous les coups de la police.

Et le féminisme ?

Les questions féministes n'étaient pas en reste lors du SNJ. Deux motions ont été discutées lors de l'assemblée non-mixte et en plénier. Celle de la position majoritaire contextualisait l'oppression féminine dans le système capitaliste. L'autre insistait sur le bilan tiré lors des rencontres nationales féministes (cf. notre compte-rendu), les revendications à mettre en avant, l'enjeu de la préparation du 8 mars, ainsi que les outils à mettre en œuvre contre le sexisme interne au NPA. Ce dernier point a suscité un clivage. Finalement une motion de synthèse a été adoptée mais nous sommes assez inquiets du fait qu'elle n'ait pas intégré les aspects qui concernent la lutte anti sexiste interne au parti. Un dirigeant de la position Z a même expliqué que pour lutter contre la difficulté des femmes à prendre la parole, il fallait que les femmes se forment et qu'elles interviennent dans la lutte de classe... c'est-à-dire qu'elles fassent comme n'importe quel jeune militant ! Or il est aisé de constater que globalement, à niveau égal de formation et expérience militante, les femmes interviennent bien moins dans les discussions. C'est une des preuves que leur oppression spécifique ne s'arrête pas à la porte des organisations politiques. Il faut donc prendre des mesures pour combattre cette oppression dans nos rangs.

Sur la résolution politique

Deux analyses de la situation se sont opposées. Celle de la majorité (PZ) n'est pas fautive, mais très factuelle et donc assez superficielle : il y a beaucoup d'attaques, mais aussi de nombreuses luttes parfois victorieuses. Elle tire la conclusion que, comme d'habitude, « *mettre son milieu en mouvement* ». Certes, en tant que révolutionnaires, il est nécessaire d'être le moteur des luttes et soutenir celles qui se développent, pourtant il est tout autant nécessaire d'avoir une analyse lucide de la situation politique afin d'orienter notre intervention et de lui donner des priorités.

La PX quant à elle proposait une analyse de la situation beaucoup plus politique, mais erronée : elle mettait en avant toutes les faiblesses des luttes, sans en expliquer les causes, sans critiquer l'orientation des directions syndicales qui accompagnent la politique du gouvernement et mettent donc en œuvre des tactiques désastreuses comme les journées d'action dispersées. Elle en tirait toujours la même conclusion politique erronée, expression d'un certain renoncement face aux difficultés à défendre une orientation révolutionnaire et à la pression du Front de Gauche : en ces temps de vaches maigres, il n'y aurait pas d'autre solution que préparer un bloc anti-crise avec des forces à gauche du PS.

La politique que nous avons défendue

Nous avons choisi de ne pas présenter des amendements sur tous les points du texte que nous jugions insuffisants. En effet, il nous semblait vain de faire des propositions à ce SNJ sur des points déjà régulièrement débattus, mais où chacun campe sur ses positions, comme sur les choix d'intervention dans le syndicalisme étudiant. En effet, pour les aborder de nouveau de façon fructueuse, il faudrait rouvrir une large discussion, comme pour une conférence nationale. Nous avons donc proposé quatre amendements, ciblés sur des points où la discussion nous paraissait en mesure de faire progresser le texte.

- Sur les jeunes travailleurs :

L'activité vers les jeunes travailleurs commence à prendre de l'ampleur au sein du secteur jeunes. Il est très important que nous menions une politique volontariste à l'égard de cette couche du prolétariat, à la fois plus durement exploitée et encore moins dépendante du système (les jeunes n'ont souvent pas encore de foyer à charge, sont moins endettés, ...)

- Sur la TVA sociale :

il est très important de mettre l'accent sur la dénonciation de cette mesure de Sarkozy. Toutefois, l'argumentation consistant à dire que TVA sociale revient à « baisser deux fois les salaires » nous semble erronée¹. La TVA « sociale » est à combattre parce qu'elle accentue la fiscalisation de la sécurité sociale et parce qu'elle va mener à une augmentation des prix.

- Sur le front unique

Le texte initial ne proposait que deux types de tâches : intervenir dans les luttes locales et mener la campagne Poutou. C'est-à-dire faire du syndicalisme et mener une campagne électorale. Il nous semblait important de mettre en avant la nécessité de construire des cadres de front unique contre les attaques du gouvernement et en soutien aux luttes, notamment en utilisant les comités dette déjà existant. Il faut essayer d'orienter ces derniers, par delà la dénonciation idéologique de la dette, vers le combat concret contre l'austérité, à un moment où les élections tendent à désamorcer les luttes et où le Front de Gauche axe toute sa politique sur le score de Mélenchon, au détriment de l'organisation de la résistance contre les coups de Sarkozy et du patronat.

- Sur le gouvernement des travailleurs

Le texte séparait selon nous trop les revendications immédiates, « d'urgence » d'une part et la perspective d'un gouvernement des travailleurs d'autre part. Cette perspective doit être présente dans nos interventions, mais nous devons garder le souci de la rendre concrète en mettant en avant les mesures que prendrait un tel gouvernement : l'expropriation des groupes du CAC 40, le contrôle de la production, sa planification, etc.

Nos amendements ont été finalement tous été intégrés, quoique souvent après reformulation. Nous nous félicitons que notre intervention et le débat aient ainsi permis d'améliorer significativement le texte initial. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi, malgré certaines limites, de le voter.

C'est donc un bilan plutôt positif que nous tirons de ce SNJ. Mais ce n'est qu'un premier pas que nous avons franchi, il s'agit maintenant de s'assurer que l'orientation votée sera appliquée, qu'il y aura bien un infléchissement dans l'orientation, que l'on donnera réellement une plus grande importance au travail en direction des jeunes travailleurs, que l'on accordera une véritable priorité à la politique dans nos interventions, que l'on participera activement à des cadres de front unique sans jamais s'y dissoudre et que, dans notre intervention propre, l'on mettra réellement en avant l'exigence de l'expropriation des groupes du CAC 40 et le combat pour un gouvernement des travailleurs.

¹ Voir notre texte « À bas la TVA « sociale » et la CSG ! Défendons la cotisation sociale ! » sur le site de la TC : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/artpdf-321.pdf>